



COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES **DU VENDREDI 28 DECEMBRE 2007**

Ce jour, vendredi 28 décembre 2007, le Président de la République, Son Excellence Monsieur Laurent GBABGO, a réuni et présidé le dernier Conseil des Ministres de l'année.

Ce Conseil qui s'est tenu de 12 heures 05 à 13 heures 35 minutes au Palais de la Présidence de la République, a eu pour principal point à l'ordre du jour, l'examen d'un projet d'ordonnance portant Budget de l'Etat pour l'exercice 2008.

Le Conseil des Ministres a par ailleurs examiné deux projets de décrets portant ratification des accords de prêts à notre pays.

Enfin, sur présentation du Ministre de la Communication, le Conseil a analysé deux projets de décrets.

I- Au titre des Ordonnances

Sur présentation du Ministre de l'Economie et des Finances, et après examen par le Conseil, le Président de la République a ratifié l'ordonnance portant Budget de l'Etat pour l'année 2008.

La ratification de cette ordonnance s'inscrit dans la normalisation attendue par les Institutions de Bretton Woods du calendrier budgétaire de l'Etat.

Cette normalisation, après cinq ans dudit calendrier, permettra une meilleure maîtrise des dépenses de l'Etat.

Le Budget 2008 qui s'équilibre en ressources et en emplois à 2 129 111 774 145 milliards de francs CFA, soit une hausse de 12,2 % par rapport à 2007, a été élaboré à partir de perspectives économiques fondées sur la dynamique des avancées notables enregistrées dans le processus de sortie de crise, de réunification du territoire national et la reconstruction du pays.

Les actions prioritaires retenues dans le budget 2008 portent sur le désarmement, la réinsertion économique et sociale, la réhabilitation communautaire, l'identification de la population, l'organisation des élections, le service civique, le redéploiement de l'Administration dans les zones Centre, Nord, Ouest et la

constitution de la nouvelle armée, conformément aux dispositions contenues dans l'Accord Politique de Ouagadougou.

Au titre des ressources, le niveau arrêté dans le Budget repose sur un effort constant des régies financières en matière de mobilisation des ressources intérieures et de porte.

Ce niveau anticipe également la poursuite de l'assistance financière internationale dans le cadre du programme d'Assistance d'Urgence Post-Conflict. Ainsi, les ressources du Budget sont constituées à 81,8 % des recettes intérieures correspondant à 1742,5 milliards et 386,6 milliards de ressources extérieures, soit 18,2%.

Au titre des Emplois, le choix des dépenses opérées respecte les engagements pris par le Chef de l'Etat et le Gouvernement dans le cadre de la normalisation socio-politique.

La prise en compte de ces engagements n'occulte pas les exigences de redressement des finances publiques inscrites dans un vaste programme d'assainissement économique et financier entrepris à travers le programme d'Assistance d'Urgence Post-Conflict conclu avec le FMI.

La mise en œuvre des mesures relatives aux finances publiques devant permettre la réalisation d'un excédent primaire de base de 0,8% de PIB, nécessaire à la poursuite des actions et priorités relatives à la période post-crise. Le Budget 2008 s'inscrit dans cette droite ligne.

Il comprend les dépenses de sortie de crise et de reconstruction, les dépenses nécessaires au fonctionnement normal des Services, et les engagements de l'Etat au titre du Service de la Dette Publique.

I- Au titre des décrets

A- Au titre du Ministère de l'Economie et des Finances

Sur présentation du titulaire de ce département et après examen par le Conseil, le Président de la République a signé un décret portant ratification de l'Accord de prêt conclu le 05 septembre 2007 entre le Fonds de l'OPEP pour le Développement International (OFID) et la République de Côte d'Ivoire en vue du financement partiel du projet de construction du pont de Jacqueville.

Ce prêt d'un montant de 05 millions de dollars EU, soit 2,5 milliards FCFA avec un taux d'intérêt concessionnel de 1,75% par an, est octroyé à la Côte d'Ivoire et est remboursable sur 20 ans avec un différé de 05 ans. Saisissant cette

opportunité, le Président de la République a instruit le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre des Infrastructures économiques pour l'entretien constant des bacs de Béoumi, Eloka, Lahou Kpanda et de Jacqueville. Cela, en attendant la réalisation des ponts.

Le Président de la République a par ailleurs ratifié, toujours dans le cadre des accords de prêt, un accord conclu le 08 octobre 2005 entre la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) et la République de Côte d'Ivoire en vue du financement du projet de réhabilitation du Lycée professionnel de Man.

Ce prêt est d'un montant de (05) cinq millions de dollars EU, soit 2,5 milliards de francs CFA avec un taux d'intérêt de 1% par an et est remboursable sur 30 ans avec un différé de 10 ans.

B- Au titre du Ministère de la Communication

Sur présentation du Ministre en charge de ce département, après examen par le Conseil, le Président de la République a signé :

- un décret portant réglementation de l'affichage publicitaire en Côte d'Ivoire
- un décret portant attributions, organisation et fonctionnement du Fonds de Soutien et de Développement de la Presse.

Avant de lever la séance et de souhaiter de bonnes fêtes de fin d'année aux membres du Gouvernement, le Président de la République a félicité le Premier Ministre et le Gouvernement pour le travail accompli dans la voie de la sortie de crise.

Le Président de la République s'est particulièrement félicité du début du processus du désarmement par le regroupement des ex-combattants de Tiébissou et de Djébonoua, le 22 décembre dernier.

Le Président de la République a enfin informé le gouvernement de la visite d'Etat qu'il effectuera du 09 au 12 janvier 2008 dans les départements d'Adzopé et d'Akoupé.

**Le Ministre de l'Intégration Africaine
Porte-Parole du Gouvernement**

Amadou KONE